

# 1907<sup>e</sup> séance

Mardi 9 juillet 1974, à 10 h 20

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1907

## POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

**Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (suite)** [E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1]

1. M. MWANGAGUHUNGA (Ouganda) dit que la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, dont les travaux ont porté exclusivement sur des questions économiques, a consacré la faillite du vieil ordre économique. Le Conseil économique et social s'est vu assigner, à sa session en cours, la tâche importante de mettre au point des propositions en vue de l'exécution du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, adopté par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire, pour essayer d'inaugurer une ère nouvelle. Jusqu'à ce jour, malgré les efforts de la CNUCED et d'autres organismes, les pays développés n'ont fait que des concessions de pure forme dans la voie de la libéralisation des échanges. L'Ouganda est tributaire des exportations de matières premières telles que le café et le coton, dont les cours ont été maintenus à un niveau peu élevé depuis de nombreuses années, grâce à une entente entre pays développés. L'ordre économique mondial actuel ayant échoué dans la mise au point d'un accord sur les produits de base qui garantisse des cours équitables, l'Ouganda s'est joint à d'autres pays producteurs de café pour constituer avec eux une association destinée à protéger leurs intérêts. L'Ouganda a toujours été favorable à la conclusion d'accords sur les produits de base et espère que les organes compétents des Nations Unies, et en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au cours de sa quatrième session, en 1976, œuvreront, avec la coopération des pays développés, dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action, dans le domaine des produits de base. Les pays développés, qui ont exprimé des réserves au sujet de ces résolutions, ne doivent pas s'imaginer qu'ils ont, de ce fait, acquis le droit de s'opposer à la création d'un ordre économique nouveau.

2. La délégation de l'Ouganda s'inquiète de la pénurie mondiale de denrées alimentaires et du fait que le rythme de la production de celles-ci n'a pas suivi celui de l'accroissement démographique mondial. La misère qui sévit dans les régions d'Afrique frappées par la sécheresse vient tristement rappeler l'incapacité de l'humanité à faire face aux pénuries subites de produits alimentaires et à la famine. L'Ouganda appuie donc sans réserve la convocation de la Conférence mondiale de l'alimentation et espère qu'une coopération avec les pays développés s'instaurera en vue de l'accroissement de la production alimentaire ainsi qu'en matière de transfert des techniques pertinentes.

3. Il est décourageant de constater qu'au moment où l'Ouganda s'efforce de produire davantage de produits alimentaires et d'exécuter de nouveaux projets de développement, certains pays développés ont supprimé leur aide au développement et leur assistance technique parce qu'ils sont en désaccord sur certains points avec la politique suivie par le Gouvernement ougandais. Des difficultés ont également surgi entre l'Ouganda et certaines organisations financières internationales qui ont cédé à la pression de certains membres parmi les plus influents, alors que les pays en voie de développement, notamment l'Ouganda, contribuent à alimenter les fonds de ces institutions.

4. L'Ouganda croit fermement aux avantages de la coopération et de l'instauration de relations dynamiques entre toutes les nations quelle qu'elles soient, qui sont à la base du nouvel ordre économique. Il attache une importance particulière à la souveraineté des pays sur leurs ressources naturelles ainsi qu'à leur développement économique et social. C'est pourquoi il a décidé de confier aux Ougandais eux-mêmes la responsabilité de l'économie du pays qui, pendant longtemps, avait été exploitée par des étrangers.

5. En ce qui concerne le Programme d'action, le Conseil économique et social doit non seulement énoncer des propositions concrètes en vue de son exécution, mais aussi réexaminer les méthodes de travail au sein de comités, dans les organismes des Nations Unies, en vue de raccourcir les débats, de redéployer le personnel et d'éviter les doubles emplois, pour leur permettre de faire face aux nouveaux problèmes qui se posent. L'Assemblée générale ayant, à sa sixième session extraordinaire, assigné des tâches supplémentaires au Conseil, celui-ci pourrait se voir dans l'obligation de siéger en permanence, ainsi que le suggère le Programme d'action.

6. La délégation ougandaise se réjouit de voir que certains pays ont déjà offert une assistance au titre des mesures à court terme en faveur des pays en voie de développement qui ont beaucoup souffert des effets de la récente crise économique et invite les pays qui ne l'ont pas encore fait à fournir leur contribution. Elle espère que si l'on pouvait canaliser cette aide d'urgence par l'intermédiaire de la BIRD, plutôt qu'en passant par des institutions régionales, elle serait distribuée généreusement et sans qu'il soit tenu compte de considérations d'ordre politique.

7. Le Conseil devrait actuellement s'attacher aux préparatifs de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui sera consacrée au développement et à la coopération économique internationale et, notamment, établir un ordre du jour concis. Les conclusions de la Conférence mondiale de l'alimentation et de la Conférence

mondiale de la population constitueront d'utiles éléments, car les problèmes du développement économique ne sauraient être examinés isolément. La délégation ougandaise veut espérer que, si la prochaine session extraordinaire adoptait des décisions par consensus, les pays développés n'émettraient pas de réserves qui en annuleraient l'efficacité.

8. La sécurité économique collective a fait l'objet de discussions prolongées au Conseil; il conviendrait donc maintenant d'envisager la création d'un organisme, sur le modèle des forces d'intervention des Nations Unies, qui pourrait intervenir en cas de catastrophe économique dans un Etat Membre. Il faut souligner toutefois que la sécurité économique collective restera une utopie tant qu'un nouvel ordre économique n'aura pas été instauré.

9. Les sociétés multinationales ont contribué dans une large mesure au développement économique dans le monde entier, mais leurs activités, dans le domaine politique notamment, ont provoqué des inquiétudes, en particulier chez les moins riches parmi les pays en voie de développement. La délégation ougandaise apprécie le travail réalisé par le Groupe de personnalités chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales sur le développement et sur les relations internationales et elle est convaincue que son rapport (E/5500/Add.1) permettra au Conseil de mettre au point un code de conduite international visant à réglementer les activités des sociétés multinationales et de prendre des mesures en vue de la création du mécanisme institutionnel recommandé par le Groupe.

10. La délégation ougandaise estime que l'évaluation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui doit avoir lieu en 1975, devrait faire l'objet d'une préparation appropriée. Il semble que les objectifs visés ne pourront être atteints que grâce à l'apport substantiel que représenterait la création du nouvel ordre économique. En particulier, les pays les moins avancés et sans littoral, comme l'Ouganda, n'ont reçu qu'une aide réelle très peu importante. Aux termes de son nouveau mandat, le Conseil devrait se pencher tout particulièrement sur les questions suivantes : la création d'un rapport équitable entre les cours des matières premières en provenance des pays en voie de développement et ceux des articles manufacturés que ceux-ci achètent aux pays développés; le libre accès aux marchés des pays développés pour toutes les exportations des pays en voie de développement; la suppression de toutes les entraves au commerce, y compris les obstacles tarifaires et non tarifaires; l'élimination de toutes les pratiques commerciales restrictives; l'établissement de mesures spéciales visant à accroître la capacité d'exportation des pays les moins avancés; l'amélioration du transfert des techniques au bénéfice des pays en voie de développement; la mise au point d'un code de conduite international visant à réglementer les activités des sociétés multinationales; le renforcement de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses organismes pour faire face aux problèmes soulevés par le nouvel ordre économique; la création d'une banque mondiale des produits alimentaires et la mise au point d'une échelle mobile pour minimiser les effets de l'inflation dans les pays en voie de développement.

11. M. KEGEL (République démocratique allemande) déclare que la poursuite de la détente a créé un climat favorable à l'élargissement des relations économiques internationales. Le principe de la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents, dans le respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté, est la condition fondamentale d'une large coopération dans les domaines économique, scientifique et technique. Cette coopération est à son tour un facteur décisif de la stabilisation politique ultérieure des relations internationales. La délégation de la République démocratique allemande en appelle une fois encore à tous les Etats Membres pour qu'ils unissent leurs efforts afin de donner suite à la résolution 3093 (XXVIII) de l'Assemblée générale tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des membres permanents du Conseil de sécurité et à consacrer une partie des ressources ainsi libérées à l'aide aux pays en voie de développement. Une telle décision garantirait qu'il est impossible de revenir en arrière en tournant le dos au processus de détente politique.

12. La fin de la deuxième phase de la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe et l'achèvement accéléré de la troisième et dernière phase de cette conférence constitueraient un élément essentiel pour la réalisation des objectifs inscrits dans la Déclaration et le Programme d'action. Les résultats des conversations qui ont eu lieu récemment entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique revêtent une grande importance pour la réduction du danger de guerre et la poursuite du processus de détente.

13. *L'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1973* (E/5479), et la deuxième partie de *L'Etude sur l'économie mondiale, 1973* (E/5521 et Add.1 à 3) mettent en évidence la croissance économique continue et accélérée et l'expansion régulière du commerce extérieur des pays socialistes d'Europe. Le revenu national de ces pays s'est accru beaucoup plus rapidement en 1973 qu'au cours des années précédentes, malgré l'état de crise permanente qui a prévalu en 1973 sur les marchés capitalistes mondiaux. La République démocratique allemande a suivi le modèle général : la part de son revenu national affectée à l'accroissement du niveau de vie matériel et culturel est aujourd'hui six fois plus élevée qu'en 1948. L'industrie a fourni 81 p. 100 du revenu national et l'agriculture 14 p. 100. Ce développement dynamique et régulier de l'économie nationale de la République démocratique allemande a pour base la propriété collective des moyens de production et une économie socialiste planifiée en étroite coopération avec l'URSS et les autres membres du CAEM.

14. Les études du Secrétariat sur l'évolution économique récente confirment que le CAEM est la plus stable et la plus dynamique des associations économiques internationales. Dans les pays capitalistes industrialisés développés, la tendance est à la stagnation de la production industrielle et à l'apparition d'autres phénomènes critiques qui ne peuvent manquer, comme dans le passé, d'entraîner une détérioration de la situation des travailleurs de ces pays et une aggravation des difficultés économiques et sociales des pays moins avancés. Fait remarquable, alors que la récente crise économique est à l'origine de pertes financières considérables pour un grand nombre de pays en voie de développement, elle a procuré des bénéfices sans précédent aux

sociétés multinationales et autres monopoles capitalistes. Il importe d'établir clairement à qui incombe la responsabilité de la situation que connaissent actuellement de nombreux pays en voie de développement. On ne peut raisonnablement penser que des changements fondamentaux pourraient se produire dans la structure actuelle du capitalisme mondial et dans les relations économiques qui en résultent si les pouvoirs des sociétés multinationales et l'influence du néo-colonialisme continuaient de s'exercer dans les pays en voie de développement.

15. La délégation de la République démocratique allemande estime que le rapport du Groupe de personnalités chargé d'étudier le rôle des sociétés multinationales est une importante contribution à l'analyse des effets néfastes de l'action des monopoles internationaux dans les pays en voie de développement. Il constitue un utile point de départ en vue de l'adoption, sur le plan international, de mesures efficaces contre les pratiques néo-colonialistes qui ne font qu'élargir le fossé entre les pays capitalistes industrialisés et les pays en voie de développement. L'une des conditions essentielles du progrès social et économique d'un pays est la faculté de disposer librement de ses ressources naturelles, faculté à laquelle la politique des monopoles capitalistes fait souvent obstacle. La délégation de la République démocratique allemande s'associera à l'élaboration de mesures destinées à assurer aux Etats la possibilité de tirer pleinement parti de leurs ressources naturelles en vue d'une croissance économique accélérée. Elle appuie également les mesures visant à éliminer les effets défavorables de la crise actuelle et elle en appelle tout particulièrement aux puissances impérialistes responsables de la situation pour qu'elles apportent leur soutien à de telles mesures.

16. Dans l'examen des projets de résolution qui vont être présentés au Conseil sur les différents points de l'ordre du jour, la délégation de la République démocratique allemande retiendra pour critère le point de savoir dans quelle mesure les propositions en présence favorisent la restructuration ultérieure de la situation internationale et l'organisation de formes de coopération équitables et mutuellement avantageuses.

17. A sa sixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a réaffirmé son adhésion à ces principes et la nécessité de les appliquer. Les principes inscrits dans les résolutions adoptées à cette session extraordinaire pourraient servir de base en vue de la normalisation et de l'expansion des relations économiques internationales entre Etats à systèmes sociaux différents. Le Conseil ne devrait pas considérer ces principes comme de simples directives, mais il devrait y recourir pour contribuer plus efficacement à la promotion de la coopération et du développement économiques. Leur application favoriserait aussi le processus de détente. Les relations économiques extérieures de la République démocratique allemande sont en harmonie avec les principes démocratiques, anti-impérialistes et anti-colonialistes énoncés dans les résolutions en question. Le Gouvernement de la République démocratique allemande a étudié ces textes avec la volonté d'aider les pays en voie de développement les plus gravement touchés par la crise du système économique capitaliste. Comme l'a dit le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande lors de la sixième session extraordinaire (2212e

séance plénière), la République démocratique allemande a l'intention d'étendre ses relations commerciales, scientifiques et techniques avec les pays en voie de développement, car elle voit dans une coopération à long terme avantageuse pour les deux parties le moyen le plus efficace d'aider ces pays à surmonter leurs difficultés économiques. Elle continuera de parfaire les formes de coopération qu'elle a mises au point avec les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ces modalités se sont révélées satisfaisantes dans la pratique et assurent le respect de la souveraineté de tous les pays participants et de leur droit à l'autodétermination.

18. La République démocratique allemande n'a aucun intérêt à perpétuer le retard économique et social qui a été imposé à certains pays en voie de développement. Elle est favorable à des réformes économiques et sociales radicales qui permettraient à ces pays de tirer pleinement parti de leurs ressources matérielles et de leur potentiel humain et de se doter d'une économie nationale indépendante.

19. Convaincue que les accords de commerce et de coopération à long terme offrent une base solide en vue de relations stables et mutuellement avantageuses, la République démocratique allemande a conclu des accords commerciaux avec 31 pays en voie de développement, des accords de paiements avec 12 pays, des accords de coopération économique et technique avec 12 pays et des accords de coopération scientifique et technique avec 19 pays. Elle voit dans l'égalité et le profit mutuel les principes essentiels de ses relations commerciales et elle est prête à participer à des échanges commerciaux équilibrés avec les pays en voie de développement dès lors que les économies nationales de ces pays et de la République démocratique allemande le permettent. La politique étrangère du Gouvernement de la République démocratique allemande à l'égard des pays en voie de développement vise à favoriser leur progrès économique en accroissant les importations d'articles manufacturés, de produits semi-finis et de produits de base en provenance de ces pays. Les importations en provenance des pays en voie de développement ne sont pas assujetties à des droits de douane ou autres impositions tarifaires en République démocratique allemande.

20. Dans l'établissement des objectifs de ses plans économiques à long terme, la République démocratique allemande continuera de tenir compte des besoins commerciaux des pays en voie de développement, en particulier de leurs possibilités de production et d'exportation, afin d'accroître à l'avenir ses échanges avec ces pays. Elle a l'intention de continuer d'entretenir avec eux des relations scientifiques et techniques fondées sur des accords gouvernementaux et de les étendre dans toute la mesure possible. Elle enverra dans ces pays davantage de conseillers, d'experts et de moniteurs d'enseignement professionnel et elle accueillera dans ses propres instituts et dans ses propres entreprises leurs ressortissants désireux d'y recevoir une formation. Elle continuera de créer et d'équiper des centres de formation et de recherche dans ces pays et de leur fournir du personnel.

21. Les questions inscrites à l'ordre du jour et les problèmes urgents de la coopération technique qui ont été soulevés au cours de la discussion générale mettent claire-

ment en lumière la nécessité de renforcer l'efficacité et l'autorité du Conseil. Celui-ci a montré qu'il était capable de s'attaquer aux tâches qui lui incombent aux termes de la Charte des Nations Unies, mais l'expérience des années écoulées indique que le moment est venu d'examiner et d'appliquer les propositions de l'URSS tendant à améliorer l'organisation du travail du Conseil. La République démocratique allemande est prête à apporter son total concours dans cette tâche importante.

22. M. LONGERSTAEY (Belgique) constate que l'*Etude sur l'économie mondiale, 1973* met en lumière la gravité et l'urgence des problèmes économiques qui se posent à la communauté internationale. La Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptée à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats élaborée par la CNUCED seront d'une grande importance dans l'action à entreprendre pour relever ce défi. Mais l'évolution présente ne doit pas empêcher le Conseil d'accorder la priorité nécessaire à l'examen des idées et des principes.

23. La notion de sécurité économique collective revêt une importance primordiale et devrait trouver place parmi les tout premiers objectifs de la coopération entre les nations. Le rapport du Secrétaire général sur cette question (E/5529) peut, à première vue, paraître vague et peu concluant, mais un examen plus attentif montre que cette question complexe a été abordée avec une prudence digne d'éloges. Ce document remet en cause certains aspects fondamentaux de la vie des nations, tels l'exercice de la souveraineté et les restrictions que tous les pays auraient intérêt à apporter à ce principe. La notion de sécurité économique collective met en relief l'importance de l'égalité entre les peuples et la solidarité qui doit les unir et qui découle du fait que la recherche d'avantages purement nationaux, loin d'être profitable, ne conduit qu'à l'accumulation de politiques et de mesures nationales qui se contrecarrent réciproquement sans accroître l'autonomie de chaque Etat. Le rapport du Secrétaire général représente donc un premier effort pour déblayer le terrain et met en lumière certains aspects dont on pourra dégager ultérieurement des principes utiles.

24. Une première constatation, faite au paragraphe 13 du document, est que l'importance croissante du pouvoir économique ne conduit pas nécessairement à une renaissance de la politique internationale classique de l'équilibre des forces et que les gouvernements sont plus préoccupés d'améliorer les conditions intérieures que de rivaliser avec d'autres pays par souci d'économie et de prestige. Cette conception semble atténuer l'importance qu'il convient d'attacher à l'écart entre les revenus des pays qui est si souvent mentionné comme le problème central, comme si sa réduction constituait le premier objectif à atteindre. Le nœud du problème de la sécurité économique collective, c'est la conciliation qu'il convient d'assurer entre la souveraineté nationale et l'interdépendance économique. Ce serait une erreur de penser que l'interdépendance entraîne une diminution du statut de la nation; l'interdépendance doit reposer sur l'égalité et le respect mutuel des intérêts vitaux, qui sont d'ailleurs en très grande partie des intérêts communs. En fait, il ne semble pas qu'il y ait d'autre

solution que l'interdépendance, car le choix est entre une solidarité plus grande ou la confrontation. Le degré d'interdépendance accepté par un pays doit être compatible avec les priorités qu'il s'est fixé en matière de bien-être économique et varie, par conséquent, selon les pays. Le rapport recommande très sagement d'adopter une procédure progressive de consultations et de dialogues entre les nations pour élaborer les méthodes et les règles de l'interdépendance. On n'obtiendra certainement davantage de résultats par cette méthode qu'en cherchant à instaurer d'emblée un système achevé, même en s'appuyant sur d'anciennes délibérations et des recommandations adoptées dans le passé. Incontestablement, il faudra des règles de conduite, comme il est indiqué au paragraphe 32, mais il faut éviter d'établir des prescriptions trop détaillées et trop contraignantes. L'objet essentiel des négociations serait l'établissement de garanties de bonne volonté réciproque et de procédures efficaces permettant d'éviter que la collectivité internationale soit mise devant le fait accompli de décisions prises isolément par des nations cherchant à résoudre leurs problèmes au détriment d'autres Etats. En outre, il faudra mettre au point des procédures pour régler rapidement les différends entre les Etats. Malheureusement, le paragraphe 33 ne précise pas les mesures à prendre pour que l'accroissement du bien-être économique profite à tous les pays et à toutes les couches de la société. Il est évidemment difficile de déterminer par quels moyens on peut assurer dans l'ensemble du monde des progrès plus ou moins équilibrés ou persuader les gouvernements de procéder à une répartition interne plus équitable des bienfaits du progrès économique, s'ils ne sont pas disposés à le faire.

25. L'environnement devrait figurer parmi les problèmes actuels mentionnés à la fin du rapport, car il y a une relation directe entre l'environnement et la sécurité collective de demain. De même, la délégation belge s'étonne qu'il ne soit pas question de la croissance démographique, qui constitue une menace pour la sécurité économique. En ce qui concerne les sociétés multinationales, il est juste de les mentionner, mais l'étude de cette question en est encore à un stade préliminaire et les recommandations du groupe d'étude et du Secrétaire général (E/5500) doivent encore faire l'objet d'un examen approfondi.

26. Le principe énoncé au paragraphe 37 du rapport du Secrétaire général sur la sécurité économique collective, qui tend à distinguer, en ce qui concerne l'offre et la demande de matières premières, les questions économiques des questions politiques, a une portée beaucoup plus générale. Cependant, il ne doit pas être interprété comme une négation du caractère politique des décisions économiques, mais comme une affirmation de la nécessité d'envisager sans préjugés et sans faire intervenir des éléments étrangers — idéologiques ou autres — les problèmes économiques et les décisions à prendre pour y faire face. Dans le cas des matières premières, l'application de cette règle devrait conduire à remplacer des politiques d'intérêt national étroit, tant de la part des producteurs que des consommateurs, par des politiques fondées sur la convergence des intérêts des uns et des autres. La sécurité de l'approvisionnement serait alors la contrepartie de la sécurité de la demande et les fluctuations excessives deviendraient la préoccupation commune des producteurs et des consommateurs. Les fluctuations excessives des quantités offertes



ou des prix compromettraient en effet le bien-être économique et, en fin de compte, personne ne pourrait en bénéficier.

27. Si les pays se montrent disposés à dépasser le concept étroit de la souveraineté nationale et à accepter une interdépendance économique autrement plus réelle, les institutions internationales auront certainement un rôle à jouer dans le domaine des matières premières. Ce rôle doit être adapté aux besoins dont le plus manifeste est la nécessité de prévenir les crises et de remédier à celles que l'on ne peut empêcher. Le seul moyen d'y parvenir est d'entreprendre une action systématique visant tous les facteurs qui influent sur l'équilibre de l'offre et de la demande. Les producteurs et les consommateurs de matières premières doivent examiner ensemble les données quantitatives et qualitatives du problème des principaux produits, du stade de la production au stade de la consommation. L'équité réside moins dans la revendication ou la concession de droits que dans la négociation de politiques d'approvisionnement en échange de politiques de prix et d'accès. Seul l'approvisionnement régulier des marchés en matières premières valorisées au niveau que permet l'évolution sociale, économique et monétaire générale peut contribuer au bien-être de tous. Des politiques différentes, même si elles assurent des succès temporaires pour quelques-uns, ne peuvent que conduire à des confrontations et des mesures de protection, de rétorsion, et d'autarcie qui sont la négation même de la sécurité économique collective.

28. Comme il est indiqué dans la section consacrée à la pénurie alimentaire (E/5529, par. 39 à 41), les institutions internationales pourraient faire davantage avec l'appui des gouvernements, grâce à une meilleure connaissance de la situation alimentaire et à de meilleures prévisions dans ce domaine. Les remèdes seront d'autant plus coûteux et d'autant moins efficaces que l'on tardera plus longtemps à donner l'alerte. La délégation belge espère que des progrès pourront être accomplis dans ce domaine à l'occasion de la Conférence mondiale de l'alimentation et, de façon générale, dans le cadre de la FAO. La sécurité alimentaire est un défi d'une importance décisive et un problème qui peut être surmonté. Les organisations internationales ont à cet égard un rôle important à jouer en encourageant la volonté d'agir promptement et efficacement. Dans ce domaine comme dans tous les autres secteurs de l'interdépendance économique, le progrès n'est possible que dans la mesure où les gouvernements le veulent vraiment.

29. M. PU Ming (Chine) dit que le Conseil a pour tâche, à la session en cours, de mettre en application la Déclaration et le Programme d'action adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Essentiellement, cela signifie modifier les rapports économiques internationaux fondés sur l'oppression, la mainmise et le pillage par les superpuissances vis-à-vis des autres pays, et établir un nouvel ordre économique international, juste et raisonnable.

30. Dans la cinquante-cinquième session du Conseil, la situation internationale a continué de se développer dans un sens de plus en plus favorable aux peuples de tous les pays. Les pays du tiers monde jouent un rôle grandissant dans les

affaires internationales et constituent la force principale dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie. Les peuples des pays arabes ont rompu l'emprise des superpuissances et remporté une victoire contre le sionisme. L'utilisation du pétrole comme arme contre l'impérialisme a inspiré les peuples du tiers monde. Les peuples africains ne cessent de remporter des victoires contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme. Les peuples d'Amérique latine ont à nouveau progressé dans leurs efforts pour sauvegarder leur souveraineté et préserver leurs ressources et leurs droits maritimes. Les peuples d'Asie, notamment ceux de l'Indochine, triomphent contre l'agression, l'ingérence et l'hégémonie.

31. Les efforts des peuples du tiers monde pour renforcer leur unité, conquérir et sauvegarder leur indépendance nationale et développer leurs économies ont pris un nouvel essor. Les deux superpuissances, devenues les grands exploiters et oppresseurs du monde, mettent en danger la sécurité de tous les pays. Elles ne cessent de soumettre le tiers monde et les autres pays à l'agression, à la subversion, à leur mainmise, à leur ingérence et à la spoliation. En même temps, ce sont des rivales acharnées. Elles prônent le désarmement, mais intensifient la production d'armements. Elles parlent de détente, mais créent la tension. Leurs agissements sont condamnés par une grande partie du monde. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a fait ressortir l'unité des pays du tiers monde dans leur lutte victorieuse contre l'hégémonie. Ils ne cessent de se renforcer, tandis que les superpuissances sont de plus en plus isolées et vont vers leur déclin.

32. Les pays du tiers monde ont appris par expérience que l'indépendance politique est inséparable de l'indépendance économique et qu'elle en est le préalable nécessaire. Sans indépendance économique, l'indépendance d'un pays n'est ni complète ni solide. La richesse des pays développés et la pauvreté des pays en voie de développement résultent de la politique de spoliation du colonialisme et de l'impérialisme. L'ordre économique actuel est fondé sur l'oppression, la mainmise et le pillage des impérialistes, et en particulier des superpuissances, le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres ne cessant de s'élargir. Par le truchement d'organisations monopolistes telles que les sociétés transnationales et les entreprises mixtes, les superpuissances se livrent au pillage des ressources et contrôlent les secteurs vitaux de l'économie des autres nations, intervenant dans leurs affaires intérieures et provoquant la subversion. Elles pratiquent des taux de change injustes et assortissent leurs prêts de conditions d'intérêt exorbitantes. Se prévalant de la position spéciale qu'elle occupe dans la finance internationale, l'une des deux superpuissances fait supporter par les autres pays le poids de ses crises économiques et monétaires.

33. L'autre superpuissance, qui se proclame socialiste, se montre plus impitoyable encore dans la spoliation et l'exploitation des autres. Se conduisant en tyran dans sa "grande communauté", elle a imposé à d'autres pays les prétendues "division internationale du travail" et "intégration" et en a fait ses ateliers de transformation, ses sources de matières premières et ses fournisseurs de marchandises. Sous prétexte d'"aide", elle extorque des privilèges aux autres pays et s'emploie à les contrôler. Recourant à la

contrainte, elle vend au prix fort des machines et des équipements désuets et de mauvaise qualité aux pays "bénéficiaires de son aide" et les force à lui fournir à vil prix de grandes quantités de matières premières et de produits manufacturés en remboursement de leurs dettes. Elle s'assure des bénéfices fabuleux en soustrayant à bas prix aux pays en voie de développement des matières premières et des produits transformés qu'elle revend à un prix élevé sur le marché international. Elle est socialiste en paroles et impérialiste dans les faits.

34. L'ordre économique actuel est injuste et périmé et les pays en voie de développement exigent à juste titre un nouvel ordre économique international équitable. Néanmoins, les superpuissances font tout ce qu'elles peuvent pour maintenir l'ordre ancien, qui sert leurs intérêts. Elles cherchent à semer la discorde parmi les pays en voie de développement afin de saboter leur unité. La superpuissance qui se pose en allié naturel le plus sûr des pays en voie de développement va jusqu'à s'opposer ouvertement à l'établissement d'un nouvel ordre économique international. A la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, les pays du tiers monde, surmontant l'opposition des superpuissances, ont obtenu l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action, qui définissent les principes fondamentaux sur lesquels pourraient s'établir de nouvelles relations économiques internationales fondées sur l'égalité et le respect de la souveraineté. Ces principes exerceront une influence profonde sur les efforts des peuples de nombreux pays en vue de conquérir et de sauvegarder leur indépendance nationale, de protéger leurs ressources nationales et de développer leurs économies.

35. La Chine, en tant que pays socialiste en voie de développement, appartient au tiers monde et se tient fermement aux côtés des autres pays du tiers monde dans la lutte contre la politique du plus fort pratiquée par les superpuissances, leur hégémonie et leur monopole économique. Elle soutient les pays en voie de développement dans leur lutte pour la défense de leur indépendance nationale et pour une souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. Ils sont en droit de contrôler, d'administrer et même de nationaliser tous les capitaux étrangers, et notamment les sociétés transnationales. La Chine appuie les efforts des pays en voie de développement en vue de mettre sur pied des organisations de pays producteurs de matières premières et d'améliorer leurs termes de l'échange en cherchant à obtenir un rapport équitable entre les prix de leurs exportations et les prix des produits qu'ils importent des pays développés. Elle soutient leurs exigences en matière de réforme du système monétaire et financier international; ils devraient participer de plein droit et sur un pied d'égalité à la prise de toutes les décisions dans ce domaine. Ils doivent avoir le droit de développer leurs économies nationales en fonction des circonstances qui leur sont propres, en comptant uniquement sur eux-mêmes, individuellement ou collectivement. Les pays en voie de développement ne toléreront jamais que leurs économies soient réduites à un état de dépendance ou de subordination vis-à-vis d'un autre pays quel qu'il soit. L'aide économique qui leur est fournie doit respecter strictement leur souveraineté et n'être assortie d'aucune condition politique ou militaire, ni de l'extorsion d'aucun privilège spécial. Les prêts qui sont consentis aux pays en voie de

développement doivent être sans intérêt ou à faible taux d'intérêt, et accompagnés de dispositions acceptant au besoin de proroger les échéances de paiement de l'intérêt et du principal.

36. Tous les pays doivent se préoccuper conjointement des difficultés que rencontrent les pays en voie de développement les plus gravement atteints par les crises économiques ou par les calamités naturelles, ainsi que des problèmes spéciaux des pays en voie de développement les moins avancés et de ceux qui sont privés de littoral ou composés d'îles. La Chine est favorable à des mesures urgentes et efficaces destinées à aider ces pays à surmonter leurs difficultés. Comme le demande le Programme d'action, les pays développés devraient annuler les dettes de ces pays ou en repousser l'échéance, et le Fonds spécial destiné à aider ces pays devrait être principalement à la charge des pays développés. De leur côté, les pays en voie de développement devraient se prêter mutuellement assistance et coopération sur la base d'accords volontaires. Le Gouvernement et le peuple chinois continueront à apporter toute l'assistance possible sous les formes appropriées.

37. Le Programme d'action confie au Conseil la tâche de définir le cadre politique et de coordonner les activités de toutes les organisations se rattachant au système des Nations Unies qui seront chargées de le mettre à exécution. Les délibérations du Conseil sur tous les points dont il est saisi à sa session en cours devront donc être guidées par les objectifs et les principes contenus dans le Programme d'action et dans la Déclaration. La délégation chinoise s'efforcera, de concert avec les autres délégations, de mener à bien la tâche confiée au Conseil.

38. M. HÉLOU (Association internationale des parlementaires de langue française), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'il voudrait faire tout d'abord un acte de foi dans la vertu du dialogue, qui permet le rapprochement des êtres et la synthèse des idées. Il voudrait aussi affirmer la nécessité et l'urgence de l'action qui doit assurer le salut de tous.

39. L'instauration d'un nouvel ordre économique international, que l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire a confiée au Conseil, est une tâche immense. Elle n'est pas, et ne saurait être, une mission impossible puisque le sort du genre humain en dépend.

40. Le thème majeur de la présente session du Conseil correspond aux aspirations des peuples du monde, celles-là mêmes que l'Association a le devoir d'exprimer et de satisfaire. En leur qualité de parlementaires, ses membres sont, dans leurs pays respectifs, les représentants et les guides de l'opinion publique, autrement dit les élus chargés d'orienter les assemblées et les gouvernements dans le sens de ce progrès que le Conseil lui-même veut réaliser.

41. La mise en œuvre des résolutions du Conseil, qui n'ont pas la force impérative des lois mais qui sont le plus souvent le résultat d'un consensus, exige, à travers les frontières nationales, une mobilisation des bonnes volontés à laquelle l'Association peut contribuer. Le fait de sa présence à la session du Conseil donnera aux sections de

l'Association dans toutes les régions du monde le sentiment d'une participation plus effective aux travaux du Conseil.

42. Répartie sur les cinq continents, l'Association appartient à la fois à des pays développés et à des pays en voie de développement et elle administre par là la preuve et l'exemple d'une coopération sans frontières. Elle continuera à apporter son concours à la fois sur le plan de l'information et sur le plan de l'action, comme elle le fait déjà à l'occasion du drame de la sécheresse qui décime les populations soudano-sahéliennes. Elle a communiqué à la cinquante-cinquième session du Conseil les premières conclusions d'une mission parlementaire dans cette région, et elle a reçu du Secrétaire général l'assurance que son message a été lu à l'une des séances du Conseil. Elle envisage d'organiser un colloque sur le même sujet, pour lequel elle apprécierait toutes les suggestions et tous les concours que le Conseil peut lui apporter.

43. Elle est en mesure et elle est désireuse d'aller encore plus loin dans les domaines très variés qui relèvent de sa compétence. Le Conseil pourra, s'il le désire, s'associer lui-même plus largement aux assemblées générales de l'Association, lui demander d'examiner toute question qui lui paraîtra particulièrement importante ou lui proposer toute méthode permettant de rendre la collaboration de l'Association plus étroite et plus efficace.

44. Parlementaires de langue française, les membres de l'Association croient à la complémentarité des cultures pour accéder à un humanisme intégral. Par exemple, les échanges à travers les siècles entre les cultures française et arabe ont été tels que cette association de francophones est maintenant présidée par le Libanais qu'est M. Hérou, fier de la participation du Liban à la renaissance arabe et soucieux aussi de la sauvegarde et de la propagation des valeurs que la culture française illustre et défend.

45. L'initiative du présent débat revient, pour une large part, aux pays arabes, à l'Algérie notamment, en coordination avec les pays non alignés. Les valeurs qui ont nom liberté, égalité, fraternité et justice sont indissociables des besoins physiques qui sont l'alimentation, le logement, la santé et le bien-être. La solution des problèmes économiques ne saurait être une simple question de chiffres, d'additions ou de divisions et de répartition, puisqu'elle suppose, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, le sentiment d'interdépendance et de solidarité et un désir de coopération loyale. Les efforts de promotion du développement et le nouvel ordre économique doivent être mis au service de l'humanité tout entière. L'économie contient plus que l'économie, elle est également politique de détente et de paix et, par-dessus tout, de justice puisque la paix elle-même est œuvre de justice.

46. Seule une politique ainsi conçue peut substituer les bienfaits de l'entente à la malveillance des antagonismes et de la confrontation, ou permettre de consacrer au bien-être et au développement une part croissante des ressources et des efforts affectés aux buts de guerre et aux armements. Seule une telle politique permettra aux pays de s'assembler pour se concerter, de se concerter pour survivre, et d'élever le niveau et la qualité de la vie. C'est ce qu'affirme, en termes décisifs, la Déclaration de l'Assemblée générale

relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

47. L'Assemblée générale vient de confier au Conseil une mission de salut public, avec un programme qui n'est pas moins impératif dans ses voies et moyens que dans ses objectifs. Dans le climat d'anxiété et de ferveur qui marque les délibérations du Conseil, ce n'est pas seulement une grande infortune mais aussi un privilège que de devoir affronter ensemble de si grands périls et de savoir qu'ils ne peuvent pas être conjurés, ni par la force, ni par la fuite, mais par l'honnête et rigoureuse application des principes que l'Assemblée générale a proclamés solennellement, et de savoir aussi que, puisque la prospérité est indivisible comme la paix, puisque la sécurité économique est une des formes de la sécurité générale, il n'y a pas d'autre choix qu'entre la fraternité et la mort tant sur le plan économique que sur le plan politique ou militaire.

48. Depuis quelques années, le monde assiste à l'effritement progressif de l'ancien régime économique caractérisé par la stabilité monétaire et l'expansion du commerce international. L'effondrement du système de Bretton Woods a été sans doute le premier symptôme et l'une des causes des secousses qui, ces dernières années, n'ont cessé d'agiter et de détériorer les relations internationales. L'expansion de l'inflation, le va-et-vient d'énormes masses de capitaux pour la spéculation ou pour des transferts purement conservatoires, la hausse des prix des matières premières naturellement suivie par celle du prix du pétrole, les difficultés ressenties par les pays en voie de développement dépourvus de ressources naturelles importantes, le changement dramatique dans l'état de la balance des paiements des pays industrialisés, et les irrégularités du marché, sont autant de facteurs qui ont aggravé le désordre établi, fait d'irrégularités et d'injustices sans cesse croissantes, et qui se traduit, pour les deux tiers de l'humanité, par la malnutrition et la maladie sous toutes ses formes.

49. Face à ces crises, les initiatives prises en divers points du globe par des organisations nationales, régionales et internationales, doivent être poursuivies et renforcées en vue de contenir, dans la mesure du possible, les fluctuations des parités monétaires, de mettre en place des mécanismes de réajustement des balances de paiements, de consolider le rôle des DTS, et d'éclairer davantage celui des sociétés multinationales qui peuvent représenter un apport du secteur privé à la recherche des solutions nécessaires.

50. La difficulté croissante de saisir la vraie nature de certains phénomènes et de distinguer les phénomènes nationaux des phénomènes internationaux contribue à étendre la confusion à tous les domaines. Le divorce s'est d'ailleurs accentué entre le devenir des phénomènes et la stagnation des structures, et entre la réalité des faits internationaux et les méthodes et approches des gouvernements, des parlements et de certaines organisations internationales fondées sur des conceptions dépassées.

51. Tout cela se passe sous la pression croissante des progrès techniques, des moyens de communication de masse, du rajeunissement des populations et de l'accès de nouveaux pays et de nouvelles classes sociales aux bénéfices du progrès matériel et de l'éducation. Il n'est donc pas

surprenant que le régime économique traditionnel ait été soumis à de si rudes épreuves et que les pays en voie de développement aient été le plus touchés, eux qui, déjà accablés par le poids de leurs dettes, doivent faire face à des problèmes sans cesse renouvelés et aggravés. Dans la complexité des problèmes et des solutions, l'attention et la sympathie doivent naturellement aller en premier lieu aux peuples les moins pourvus.

52. L'action à entreprendre doit être non seulement réformatrice mais aussi véritablement créatrice d'un nouvel ordre. L'Assemblée générale a confié au Conseil la tâche écrasante de définir le cadre conceptuel et de coordonner les activités de toutes les organisations, institutions et organes subsidiaires chargés d'appliquer le Programme d'action. Ce souci de rapidité, de contrôle et d'efficacité ne peut qu'inspirer confiance.

53. Parmi toutes les mesures envisagées, celle qui intéresse le plus l'Association est la formation des hommes, parce qu'ils sont au commencement et à la fin de tout développement. L'accent est mis depuis fort longtemps sur l'importance de l'investissement humain et les planificateurs actuels sont unanimes dans leur conviction que cette forme d'investissement comporte des rendements particulièrement élevés. Aussi, l'aide internationale consacrée à la formation est-elle appelée à jouer un rôle considérable dans les pays en voie de développement. Il convient aussi de s'occuper du problème de l'exode des compétences au bénéfice des économies évoluées car, s'il devait se perpétuer, l'éducation ne serait plus que la voie royale menant au confort et à la satisfaction des aspirations individuelles, au lieu d'être un facteur de développement et une initiation de l'individu à ses responsabilités envers la société. Il signifierait que le progrès continuerait de reposer sur des emprunts : emprunt de temps, de techniques, de conseils, de savoir-faire; il infirmerait de ce fait la doctrine de l'UNESCO selon laquelle il n'est de développement qu'endogène; il conduirait à une dépendance accrue des pays en voie de développement, les obligeant à accepter pour un temps indéfini l'aide étrangère et il servirait à élargir le fossé entre les stades de développement des différents pays.

54. La formation doit être conçue pour produire des hommes capables de transformer en réalité la vision de leurs dirigeants. Ils doivent comprendre ce qu'est le développement et il faut leur enseigner à distinguer entre l'aide publique et l'aide privée, entre l'aide au développement et l'aide à l'armement, et à reconnaître ce qui est le contraire de l'aide, à savoir l'exploitation.

55. Il est nécessaire aussi de combattre un certain nombre de mythes et de préjugés, parmi lesquels la thèse malthusienne selon laquelle l'explosion démographique est la cause majeure du sous-développement. Il devient de plus en plus évident que c'est le sous-développement qui, au contraire, entraîne l'explosion démographique et que les programmes de planification familiale ne sont réalisables qu'à partir d'un certain seuil de développement. La révolution verte a montré qu'il n'est pas impossible de faire face aux besoins de subsistance de l'humanité et c'est en fait la menace de famine qui a conduit à la révolution verte. La production alimentaire n'a jamais été limitée par le manque de superficies exploitables ou l'insuffisance des techniques,

mais par la carence de l'organisation économique adéquate. Ce qu'il faut, c'est changer le système économique et financier mondial.

56. Il y a un autre mythe à combattre : c'est celui de l'état stationnaire et de la croissance zéro, étayé par des arguments concernant l'environnement et les impossibilités techniques. Si l'épuisement des ressources et la pollution sont bien réels, ces réalités ne justifient ni les généralisations abusives ni les erreurs que l'on en dégage.

57. Douze ans après l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 1837 (XVII) sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement, on en est encore à discuter des moyens à mettre en œuvre pour lui donner effet. Si la discussion se prolonge pendant deux autres décennies, le montant consacré aux armements dépassera en valeur celui de la production totale de biens et de services. M. Hérou espère que les résolutions prises à la sixième session extraordinaire ne connaîtront pas le sort de cette résolution et de tant d'autres demeurées à l'état de vœux pieux.

58. Pour la première fois peut-être dans l'histoire, l'Organisation des Nations Unies établit un plan d'ensemble et en accélère l'exécution tout en prenant un certain nombre de mesures exceptionnelles comme celle qui vise à permettre au Conseil de siéger, le cas échéant, en permanence. De telles mesures, qui s'assortissent de conférences internationales tenues dans diverses régions du monde, montrent le caractère d'urgence de la réponse que les Nations Unies veulent donner aux problèmes mondiaux. Pour la première fois dans l'histoire, le vent de la panique n'a épargné ni les riches ni les puissants et pour la première fois la communauté internationale a constaté dans les faits que le salut de chacun de ses membres dépend du salut de tous.

59. L'Association espère aller encore plus loin. On pourrait se demander pourquoi les prodiges scientifiques réalisés ces dernières années sont allés de pair avec un progrès aussi lent sur la voie de la connaissance mutuelle qui est la condition essentielle du progrès humain. Il faut travailler tous ensemble à la construction de l'avenir.

60. M. de ANGELI (Fédération syndicale mondiale), parlant sur l'invitation du Président, dit que les thèmes inscrits à l'ordre du jour de la présente session du Conseil mettent en relief quelques-uns des problèmes majeurs dans les domaines économique, financier, social et politique auxquels doit faire face la communauté internationale au moment où se préparent l'examen et l'évaluation, en 1975, de la Stratégie internationale du développement. L'inflation permanente dans les économies capitalistes, les problèmes liés aux relations économiques internationales, les contradictions entre une expansion démographique accélérée et l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie, enfin les graves événements résultant des activités des entreprises transnationales sont au centre des luttes et des préoccupations de centaines de millions de travailleurs.

61. La FSM partage l'avis du Secrétaire général de l'ONU, qui a souligné la nécessité d'aborder les questions économiques et sociales dans un esprit réellement novateur; elle considère que l'adoption d'une nouvelle méthode d'analyse



des faits économiques et sociaux qui correspondrait à une conception intégrée du développement s'impose. En particulier, la Fédération pense qu'il faudra mieux évaluer les indicateurs sociaux et considérer non seulement la croissance de la production et du revenu par habitant mais aussi les termes de la dynamique économique et l'évolution d'autres paramètres. Le représentant de la FSM espère que l'étude annuelle ira au-delà des comparaisons quantitatives et fournira des statistiques sociales permettant de saisir le rôle des mesures sociales démocratiques dans l'accélération du progrès social et, donc, de la satisfaction des besoins grandissants des larges masses populaires dans les différents pays.

62. Cette approche doit être à la base de la discussion — que l'on souhaite voir prendre place à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale — sur la réalisation de transformations sociales et économiques aux fins du progrès social.

63. Le huitième Congrès syndical mondial, qui s'est tenu en 1973, a adopté une charte des droits des syndicats et des revendications des travailleurs définissant des réformes profondes de structure comme moyens d'assurer le progrès social et le développement économique. Parmi ces mesures, on peut citer une réforme agraire, supprimant toutes les formes de propriété coloniale et féodale; une industrialisation s'orientant vers l'élargissement des marchés intérieurs et l'élévation du niveau de vie des populations, des politiques de plein emploi; des systèmes démocratiques de fiscalité ayant pour but la redistribution des revenus dans la société; enfin, la garantie du maintien et de la progression du pouvoir d'achat des revenus tirés du travail.

64. L'étude sur la conjoncture économique actuelle caractérise l'économie capitaliste en 1973 comme soumise à des contraintes qui provoquent des anomalies et des injustices de moins en moins acceptables. La Fédération a déclaré à plusieurs reprises que l'analyse des problèmes de l'inflation doit être replacée dans le cadre mondial des contradictions du système capitaliste. En effet, l'inflation permanente des années 70 touche tous les pays du système à la fois. Elle résiste aux politiques classiques de lutte contre l'inflation, coexiste avec le chômage et le ralentissement économique, et encourage l'intervention économique de l'Etat en faveur des monopoles et des propriétaires. Elle continue à provoquer la redistribution des revenus au profit des riches, dont les bénéfices augmentent tandis que la condition des travailleurs s'aggrave et que le pouvoir d'achat de leurs salaires continue à diminuer.

65. La FSM dénonce les tentatives faites pour présenter la hausse des prix des matières premières et la hausse des salaires comme les causes de l'inflation actuelle, alors que cette augmentation est la conséquence directe des tendances inflationnistes dont les pays capitalistes développés sont en grande partie responsables. Les problèmes de l'énergie, et par conséquent ceux de la croissance économique soutenue, exigent que l'on mette en place une politique démocratique de mise en valeur des ressources énergétiques nationales de toute sorte, afin d'assurer le plein emploi et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Il conviendrait de prendre des mesures pour mettre fin à la domination de ce secteur par les grandes

entreprises pétrolières et par les monopoles qui agissent en fonction de leurs seuls intérêts. Les mesures prises par les pays producteurs de pétrole n'ont été que l'expression de leur droit à disposer souverainement de leurs richesses, et de leur volonté d'établir avec les autres pays des relations nouvelles et fondées sur l'égalité. La Fédération réaffirme sa ferme intention d'être aux côtés des travailleurs qui veulent consolider leur indépendance par une libération économique à l'égard de l'actuelle division internationale du travail et du système mondial du capitalisme.

66. Le huitième Congrès syndical mondial a réaffirmé la nécessité d'établir un nouvel ordre économique international, qui mette un terme aux structures déformées et déséquilibrées des relations économiques et commerciales mondiales, et assure à tous les pays la possibilité de bénéficier de tous les avantages liés à la division internationale du travail et aux échanges internationaux. L'exposé présenté par la Fédération syndicale mondiale (E/NGO/16) énonce les principes du Programme d'action tendant à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Dans ce cadre, il faudra définir les bases d'une action mondiale concertée, afin de contrecarrer les activités des sociétés multinationales qui minent les bases mêmes de la coopération économique internationale. La FSM, qui avait appelé l'attention du Conseil à sa cinquante-cinquième session sur les problèmes économiques, sociaux, politiques et des droits de l'homme auxquels donnaient naissance ces activités, exprime sa satisfaction à l'égard du travail accompli, sur cette question, par le Groupe de personnalités, en dépit du fait que les sociétés multinationales ont entravé ses travaux sur un certain nombre de points. Une meilleure utilisation des sources syndicales aurait permis de mieux rendre compte de toute une série d'actions de subversion imputables aux sociétés multinationales dans différents pays. Le rapport du Groupe de personnalités a néanmoins placé la question des sociétés multinationales dans son contexte réel, les investissements privés étrangers représentant une des menaces les plus graves à l'égard des pays en voie de développement. Certaines des recommandations contenues dans le rapport, comme celles qui concernent la liberté syndicale, les négociations collectives, la souveraineté nationale, les nationalisations et l'application de la législation nationale, coïncident avec les grandes lignes d'action adoptées par le huitième Congrès syndical mondial et inscrites dans la charte déjà mentionnée, dont le texte sera mis à la disposition des membres du Conseil.

67. La FSM soutient la proposition avancée par le Secrétaire général de l'ONU concernant la création d'une commission des sociétés multinationales et d'un centre d'information et de recherche sur les sociétés multinationales. Le mouvement syndical international pourrait participer utilement à ces activités.

68. En ce qui concerne les aspects sociaux du développement économique, la Fédération a déjà exprimé, dans des documents qu'elle a soumis au Conseil, sa position sur la question de la non-ingérence dans le choix des structures économiques et sociales des pays. A la dernière session de la Conférence internationale du Travail, elle a présenté un projet de résolution concernant l'énergie et les matières premières, l'emploi, l'inflation, la redistribution des revenus et la convocation d'une conférence mondiale sur le progrès

social et les relations économiques internationales. Une action conjointe des organisations syndicales internationales a permis de faire adopter une résolution qui demande la convocation d'une conférence tripartite sur l'emploi, la répartition des revenus, le progrès social et la division internationale du travail.

69. L'élaboration du concept de la sécurité économique collective ne peut être dissociée des conditions de progrès social et de démocratie, sans lesquelles il n'y aura pas de sécurité économique collective. L'expérience des travailleurs des pays socialistes, celle des peuples des pays qui bâtissent une société plus juste après avoir renversé l'impérialisme et le colonialisme, enfin l'action des travailleurs des

pays capitalistes et de leurs syndicats font ressortir l'impossibilité de réaliser le progrès social et le développement économique tant que l'écart entre les classes s'élargit à l'intérieur d'un même pays, et que les privilèges d'une minorité sont maintenus. La Fédération espère que, lors de l'examen de la question de la sécurité économique collective, le Conseil tiendra pleinement compte de cet aspect social et démocratique. Ne pas le faire serait trahir ceux qui ont faim, ceux qui sont voués au chômage, à la maladie, à l'analphabétisme, ceux qui luttent pour la paix, le progrès social et la démocratie.

*La séance est levée à 12 h 45.*

## 1908<sup>e</sup> séance

Mardi 9 juillet 1974, 15 h 10

*Président* : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1908

### POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

**Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*)** [E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1]

1. M. SRIVASTAVA (Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime) remercie tout d'abord le Conseil pour les encouragements et les avis qu'il a donnés à l'OMCI lorsqu'à sa cinquante-cinquième session il a examiné en profondeur le rapport annuel de cette organisation pour 1972-1973<sup>1</sup>.

2. La composition et la structure de l'OMCI ont récemment subi certains changements. A présent, elle compte 87 membres; ce chiffre augmente sans cesse et, vraisemblablement, l'OMCI aura plus de 100 membres dans un proche avenir. Près des deux tiers des membres actuels sont des pays en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine; l'OMCI est ainsi une organisation maritime réellement mondiale, au service de la communauté internationale dans le domaine hautement spécialisé de la navigation.

3. Tous les membres de l'OMCI peuvent siéger à ses divers comités — Comité juridique, Comité de la simplification des formalités, Comité de la coopération technique, Comité de la protection du milieu marin — à l'exception d'un seul, le Comité de la sécurité maritime, réduit pour l'instant à 16 membres élus par l'Assemblée de l'OMCI. Mais un groupe de travail désigné par l'Assemblée a déjà proposé que le Comité de la sécurité maritime soit également ouvert à tous

les membres de cette organisation. Le même groupe de travail a également recommandé d'élargir la composition du Conseil de l'OMCI afin que les pays en voie de développement y soient mieux représentés. L'Assemblée de l'OMCI tiendra une session extraordinaire en octobre 1974 pour examiner ces recommandations.

4. A propos des activités de l'OMCI, M. Srivastava déclare ensuite que cette organisation s'occupe avant tout de promouvoir la sécurité maritime au moyen de normes internationalement acceptées et universellement applicables. A cette fin, il faut tout d'abord veiller à ce que la conception, la construction et l'équipement des vaisseaux de tout type soient conformes aux normes internationales convenues. En deuxième lieu, des règles internationales doivent être appliquées en ce qui concerne le chargement et l'arrimage des cargaisons. En troisième lieu, des règles doivent être formulées et tenues à jour en ce qui concerne la navigation maritime internationale pour éviter les abordages en mer. En quatrième lieu, il faut accorder beaucoup d'attention à la formation technique et à la délivrance de brevets au personnel maritime.

5. L'OMCI a, au cours des années, cherché à atteindre ces objectifs en adoptant un certain nombre de conventions maritimes internationales, dont la plus importante du point de vue de la sécurité est la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer adoptée en 1960 et amendée ensuite à plusieurs reprises. Une nouvelle révision de cette convention sera effectuée par une conférence internationale que l'OMCI réunira vers la fin de 1974. En ce qui concerne le chargement des navires, l'OMCI a adopté la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge, qui est également mise à jour périodiquement. Des règlements ont été adoptés pour la prévention des abordages en mer et plusieurs plans de séparation du trafic pour les

<sup>1</sup> Voir E/5320.